

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Éducation : comment s'organise-t-on dans les familles démunies ?

SI la rentrée des classes est un événement heureux pour certains enfants, ces moments sont plutôt mal vécus par les petits issus de familles précaires. Les parents n'ayant pas toujours les ressources nécessaires pour les accompagner durant cette période.

Prissilia M. MOUITY
Libreville/Gabon

LE 5 septembre dernier, c'était la rentrée des classes sur l'ensemble du territoire national. Un événement excitant pour la plupart des apprenants qui arboraient alors nouveaux vêtements et matériels scolaires tout aussi neufs et heureux pour la plupart d'entre eux, notamment les anciens, de revoir leurs copains. Après qu'elles ont engagé toutes ces dépenses, leurs familles peuvent souffler un bon coup et bénéficier d'un moment de répit.

Mais pour les autres issus des milieux défavorisés, la rentrée scolaire constitue un moment de stress, un lourd fardeau que portent leurs parents. Ces derniers passent quasiment inaperçus. Il suffit de se rendre dans certains quartiers populaires de Libreville pour être confronté à cette dure réalité. À Awendjé, dans les Akébé, à Alibandeng et Alénakiri, dans la commune d'Owendo, par exemple, la rentrée est mal vécue parce que compliquée pour les tuteurs qui peinent à faire face aux frais y relatifs.

Dany, mère d'à peine 21 ans, assure la charge de trois enfants, dont un en âge d'être scolarisé. Pour espérer envoyer son enfant de 6 ans à l'école, elle attend le geste de potentiels donateurs de fournitures scolaires. Elle-

même déscolarisée depuis l'âge de 16 ans, espère mieux pour sa progéniture. "Nous attendons les bienfaiteurs, ceux qui ont le cœur sur la main et qui nous visitent pendant cette période. Grâce à eux, nos enfants ont de quoi entamer l'année scolaire", indique-t-elle ce samedi 17 septembre, le regard un peu perdu.

Warren, âgé de 16 ans est élève en classe de seconde dans un établissement public. Il ne s'est pas encore présenté à son lycée, faute pour lui de disposer d'un uniforme scolaire. Pour se procurer cette tenue, il dit devoir recourir à plusieurs petits boulots afin de réunir la somme nécessaire pour ledit achat. "Deux semaines après la rentrée, je n'ai toujours pas repris les cours. Il faut d'abord que je m'achète une tenue scolaire. Je travaille en tant qu'aide charpentier et parfois je transporte de l'eau pour certaines personnes, je vide les poubelles, etc. À ce jour, j'ai pu réunir 7 000 francs. En tout, il me faut à peu près vingt mille francs pour m'acheter une tenue scolaire", confie Warren.

Comme leurs semblables mieux lotis, les enfants issus des milieux précaires manifestent la volonté de faire l'école. Mais, se pose ici le déficit de leur prise en charge par des mécanismes encore absents de l'État.

Peut-être est-il enfin temps que les organismes tant nationaux qu'internationaux en charge des droits de l'enfant se penchent réellement sur la question de l'école, et précisément de la rentrée scolaire chez les pauvres. À l'instar de la distribution des kits scolaires qui s'applique déjà à Libreville et dans d'autres villes du pays, il serait peut-être utile de mettre en place des subventions pour ces familles qui peinent au quotidien à joindre les deux bouts.



Photo: Prissilia Moussavou Mouity
Une famille en situation de précarité dont les enfants peinent à se trouver des fournitures scolaires.

Mères en situation de précarité : les aider autrement ?

Olivier NDEMBI
Libreville/Gabon

PARCE que cela relève de sa responsabilité, l'État rend obligatoire la scolarité de l'enfant au moins jusqu'à l'âge de 16 ans. Il reste que cette responsabilité assumée, ou cette volonté qui anime les dirigeants dans l'éducation de la jeunesse, contraste trop souvent avec les mécanismes mis en place pour prendre en compte toutes les catégories sociales des enfants. D'autant qu'il y a encore de nombreux laissés-pour-compte tant à Libreville que dans l'arrière-pays où ces mineurs, du fait de la précarité dans laquelle baignent leurs

parents, quittent précocement le système scolaire, ou n'ont jamais eu l'opportunité d'en faire partie.

Mais il est aussi essentiel de comprendre que dans une société où la sexualité s'exerce à tout-va, souvent à ses risques et périls, parfois pour combattre la misère, les pouvoirs publics ne peuvent pas tout faire. C'est pourquoi il faut saluer l'action de la société civile qui, à travers des dons, vient en aide à ces nombreuses personnes en incapacité de prendre en charge la scolarité des leurs.

Reste à savoir si ces associations et ONGs doivent toujours s'inscrire dans l'assistance continue de ces jeunes

mères passablement naïves et non moins inconscientes sous le format actuel. Pourquoi ne pas organiser régulièrement à leur intention des formations sur la planification familiale, les conséquences d'une sexualité incontrôlée tout en leur signifiant que le fait de s'accoupler avec le premier venu ne devrait pas donner lieu à une grossesse non assumée ? Pourquoi ne les aiderait-on pas à créer de petites activités génératrices de revenus afin de les autonomiser financièrement et les rendre capables de s'occuper elles-mêmes de leurs enfants, réduisant ainsi l'incidence de la pauvreté dans leurs milieux ?